



Séance du conseil municipal public du 20 décembre 2022 Convoqué le 14 décembre 2022

Le 20 décembre 2022 à 18 heures, le conseil municipal, s'est réuni en séance publique à la salle de l'Alpinium au Praz conformément à la délibération n°201-2020 du 19 août 2020, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves PACHOD, Maire.

Etaient présents : M. Jean-Yves PACHOD, Mme Dominique CHAPUIS, M. Jean-François CHEDAL-BORNU, Mme Géraldine VISCHI, Mme Virginie PERRET, M. Jean-Christophe VIDONI, Mme Martine PARROUR, Mme Marie-Noëlle PERRIER, M. Marc LAZZARONI, M. Jean-Luc RUFFIER-LANCHE, M. Laurent SETIEY, M. Claude CHEDAL-ANGLAY, Mme Manon LAZZARONI, Mme Alice GARCIN, M. Lucien CORDEL, Mme Isabelle MONSENEGO, M. Jean-Marc BELLEVILLE, M. Claude ALLEMOZ, Mme Béatrice CHEVALLIER.

Formant la majorité des membres en exercice.

▪ Absents représentés :

M. Claude PINTURAULT qui a remis son pouvoir de vote à M. Jean-Yves PACHOD

M. David DEREANI qui a remis son pouvoir de vote à Mme Virginie PERRET

Mme Amélie CONTAMINE qui a remis son pouvoir de vote à Mme Manon LAZZARONI

Mme Sophie CRET qui a remis son pouvoir de vote à Mme Dominique CHAPUIS

▪ Absent excusé : -

▪ Secrétaire de séance : Mme Alice GARCIN

Nombre de conseillers en exercice : 23 Nombre de conseillers présents : 19 Nombre de conseillers votants : 23

Date d'Envoi des Convocations & Date d'Affichage de l'Ordre du Jour en Mairie : 14 décembre 2022

Délibération n° 349-2022

AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME : Prescription de la révision allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise et définition des modalités de la concertation.

Il est rappelé au Conseil Municipal que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) poursuit notamment l'objectif de répondre aux besoins de la population permanente, actuelle et future (axe 2 du PADD).

1- l'accompagnement de cet axe 2 du PADD doit conduire la commune à se doter d'une offre de soins en cohérence avec son projet de territoire.

Actuellement l'offre de soins pour une station de 40 000 lits pendant l'hiver est jugée limitée, alors que la clientèle reste très exigeante dans un contexte concurrentiel. Il existe actuellement 4 cabinets médicaux sur l'ensemble du territoire dont une majorité non ouvert en continu durant toute l'année.

Les facteurs limitant cette offre sont les suivants :

- Accessibilité difficile pour les secours en montagne,
- Fonctionnalité insuffisante pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite,
- Difficulté pour les médecins à investir dans des locaux sur le long terme au regard des prix du foncier et de l'attractivité des autres communes et stations,
- Vieillesse des professionnels travaillant sur la commune.

Au regard de ce constat, il apparaît que, sans amélioration de l'existant avec une participation de la commune, l'offre de soins pourrait s'éteindre à plus ou moins long terme (entre 5 et 10 ans).

Pour pallier ces manques, il est rapidement apparu qu'à la fois un regroupement d'une majorité des activités de soins et la création d'un bâtiment abritant ces activités s'avéraient nécessaires. La création d'un « Pôle Santé » à Courchevel 1850 concrétise cette ambition en présentant une offre de soins pertinente et cohérente avec l'image de Courchevel, ainsi qu'en améliorant l'accueil des patients.

Le site dit des « Tovets », situé sur le front de neige aval entre les bâtiments de la Croisette et du Forum, s'est naturellement imposé car idéalement positionné pour permettre un accès depuis la piste ainsi que par les transports en commun (câblés ou routiers), à pied ou en voiture. Sa situation au cœur de la station de Courchevel permettra en outre de créer un espace santé important, fonctionnel et cohérent avec les attentes des résidents à l'année et de la population touristique.

2- la mise en œuvre de cet axe 2 du PADD doit conduire la commune à repenser l'organisation du transport public et privé à l'entrée de la station de Courchevel (1850) et ce d'ailleurs en cohérence avec l'implantation d'un « Pôle Santé », en aménageant une nouvelle zone d'implantation de la gare routière.

En effet, le stationnement des bus, navettes hôtelières, taxis, etc., desservant la station de Courchevel 1850 s'est organisé depuis plusieurs années de manière empirique ; donc sans recherche de cohérence.

Par voie de conséquence, plusieurs difficultés ont été identifiées :

- Stationnement entravant la fluidité de la circulation,
- Risques lors de la montée et de la descente des bus liés à l'absence de stationnements sécurisés,
- Absence d'infrastructures d'attentes clairement identifiées,
- Locaux de personnels vétustes.

Afin d'offrir à la population un « espace bus » sécurisé, clairement identifiable et adapté aux besoins, un déplacement de la gare routière dans le prolongement du futur « Pôle Santé » s'est imposé. Le projet permettra de créer un site qui constituera un point d'entrée dans la station et une connexion avec l'ensemble des transports en commun (câblés ou routiers).

Par ailleurs, ces deux projets ont pour vocation d'animer le centre de la station. Dans cette optique, des liaisons piétonnes entre ces nouvelles constructions et avec les équipements publics structurants (Croisette, Forum, Télécabine du Praz) existants devront être créées.

La mise en œuvre de tout ou partie de ces deux projets se heurte actuellement aux dispositions (zonage et règlement) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise dans la mesure où le secteur identifié pour accueillir ces projets est classé en zone NI n'autorisant que les équipements publics liés aux pratiques sportives ainsi que les constructions à destination commerciale temporaires, ponctuelles et démontables.

Dans ces conditions, sans évolution des documents du PLU, leurs mises en œuvre ne peut être envisagées.

A cet effet, il est rappelé que ledit PLU a été approuvé le 31 janvier 2017 et a fait l'objet :

- d'une mise à jour les 14 avril 2017, 13 mars 2019, 19 février 2021 et 13 juin 2022,
- d'une modification simplifiée n°1, approuvée le 29 mai 2018,
- d'une modification n°1, approuvée le 02 juillet 2019,
- d'une modification simplifiée n°2, approuvée le 19 août 2020,
- d'une modification n°2, approuvée le 26 janvier 2021,
- d'une modification simplifiée n°3, approuvée le 30 novembre 2021,
- d'une révision allégée n°1, approuvée le 09 janvier 2020.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, il est possible de procéder à une révision « allégée » lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Or, l'évolution du secteur NI susceptible d'être concerné par les projets décrits ci-dessus répond aux conditions d'une procédure de révision « allégée » dans la mesure où elle doit conduire à une réduction d'environ 0,4 ha de l'emprise du secteur NI au profit d'un secteur UE au niveau du site dit des « Tovets », situé sur le front de neige entre les bâtiments de la Croisette et du Forum.

DELIBERATION

Le conseil municipal,

- **SUR** rapport de monsieur Jean-François CHEDAL-BORNU,

- **VU** le code Général des Collectivités Territoriales,

- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-34 et suivants, R.153-12 et R.104-1 et suivant,

- **VU** le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Tarentaise-Vanoise approuvé le 14 décembre 2017,

- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 31 janvier 2017 et ses évolutions successives,

- **VU** sa délibération n°191-2022 en date du 28 juin 2022, prescrivant la révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon-Tarentaise et les modalités de la concertation avec la population,

- **CONSIDERANT** l'intérêt pour la commune de disposer d'un « Pôle Médical » répondant aux besoins des habitants et de la population touristique,

- **CONSIDERANT** l'intérêt de faciliter le stationnement des bus, navettes hôtelières, taxis, etc., desservant la station de Courchevel 1850 grâce à l'aménagement d'une nouvelle gare routière,

- **CONSIDERANT** que la réalisation de ces projets peut être envisagée dans le cadre d'une procédure de révision dite « allégée » dont les modalités sont définies par l'article L.153-34 du code de l'urbanisme,

- **CONSIDERANT** que la réduction d'environ 0,40 ha de la zone naturelle limitrophe, présente une surface totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) du territoire,

- **CONSIDERANT** que la procédure envisagée est soumise à la procédure d'examen « cas par cas » auprès de l'Autorité Environnementale (AE), au titre de l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme,

A l'unanimité,

- **DECIDE** d'engager la procédure de révision « allégée » n° 4 du PLU de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise en vertu des dispositions de l'article L. 151-34 du Code de l'Urbanisme, avec pour objectif :

- de reclasser environ 0,40 ha du secteur NI vers le secteur UE au niveau du site dit des « Tovets », situé sur le front de neige entre les bâtiments de la Croisette et du Forum,
- de définir les dispositions règlementaires assurant une interface adaptée entre ces deux secteurs, sur ce site.

- **DECIDE** de fixer les modalités de la concertation avec la population au titre des articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme, comme suit :

- affichage de la présente délibération pendant une durée d'un (1) mois minimum en Mairie (au Chef-lieu) et sur le site internet www.mairie-courchevel.com;
- mise à disposition du dossier au public présentant les attendus du projet et les évolutions proposées au PLU actuel qu'elles engendrent au fur et à mesure de son élaboration pendant une durée minimum d'un (1) mois et jusqu'à l'arrêt du projet de révision « allégée » par le conseil municipal. Ce dossier sera consultable par le public, sur le site internet www.mairie-courchevel.com, ainsi qu'en Mairie (au chef-lieu) aux heures et jours habituels d'ouvertures (hors éventuelle(s) fermeture(s) exceptionnelle(s) annoncée(s) préalablement par voie d'affichage et hors jour(s) férié(s)) ;
- un registre spécifique (livre blanc) sera mis à disposition du public jusqu'à l'arrêt du projet de révision allégée par le conseil municipal. Ce registre, destiné aux observations de toute personne intéressée, sera consultable par le public, en Mairie (au Chef-lieu) aux heures et jours habituels d'ouverture (hors éventuelle(s) fermeture(s) exceptionnelle(s) annoncée(s) préalablement par voie d'affichage et hors jour(s) férié(s)) ;
- possibilité pour les intéressés de faire parvenir par courrier papier, leurs observations à l'attention de Monsieur le Maire (228, rue de la Mairie - Chef-lieu (Saint-Bon) – 73 120 COURCHEVEL), qui l'annexera au registre, jusqu'à l'arrêt du projet de révision allégée par le Conseil Municipal.

- **DECIDE** de soumettre le projet de révision allégée à l'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

- **DIT** que la présente délibération sera notifiée, conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Départemental, à la Communauté de Communes Val Vanoise, au Parc National de la Vanoise, à la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre de Métiers, à la Chambre d'Agriculture ainsi qu'à l'Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Tarentaise-Vanoise.

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un avis publié dans un journal diffusé dans le département, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme avec, notamment, la mention de l'objet de la révision « allégée » n° 4 telle qu'elle est envisagée, les dates, le lieu et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations.

- **DIT** que Monsieur le Maire est chargé de mettre en œuvre les mesures de publicité de la présente délibération ainsi que les modalités de la mise à disposition telles qu'elles ont été fixées ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves PACHOD

The image shows a blue circular official stamp of the 'Mairie de Courmayeur (Savoie)'. The stamp features a central emblem with a mountain and a building, surrounded by the text 'Mairie de Courmayeur' and '(Savoie)'. A large, stylized black ink signature, 'Pachod', is written across the stamp.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME : Prescription de la révision allégée n.4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise et définition des modalités de la concertation.

Date de transmission de l'acte : 22/12/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 22/12/2022

Numéro de l'acte : 349-2022 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 073-200064038-20221220-349-2022-DE

Date de décision : 20/12/2022

Acte transmis par : Valérie CHARPIN

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d urbanisme